

Luxembourg, le 16 janvier 2025

Le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff – premier rapport de visite du CELPL

Le Contrôle externe des lieux privatifs de liberté a effectué sa première mission de contrôle au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff en juillet et août 2023, dont l'objectif était d'évaluer le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme, en particulier lors du processus d'admission des personnes privées de liberté et leur intégration dans l'infrastructure du CPU, ainsi que le respect des normes internationales en matière de santé au sens large.

Le CELPL a adopté une approche en deux temps : d'abord, 71 entretiens semi-structurés ont été menés avec les acteurs du milieu pénitentiaire, ensuite, il a porté un soin particulier à l'analyse des données mises à sa disposition pour évaluer au mieux leur conformité aux normes internationales pertinentes.

Aucun dysfonctionnement grave n'a été constaté sur le terrain. Néanmoins quelques domaines et pratiques demandent une attention particulière :

Premièrement, le ministère de la Justice et le Conseil d'État sont encouragés à adapter le plus rapidement possible les règlements grand-ducaux prévus par la LAP afin de régler notamment les modalités des contrôles de visite et des fouilles.

Deuxièmement, si le CELPL se montre globalement satisfait des infrastructures, il regrette le nombre trop restreint de bureaux pour le personnel et de salles de consultations, ainsi que l'aménagement des cours de promenade sur les toits.

Troisièmement, le CELPL a recommandé à la Police grand-ducale de revoir ses procédures, notamment en ce qui concerne le recours à des moyens de contrainte appliqués lors des transports.

Quatrièmement, le CELPL recommande de développer l'offre des services de médecins spécialisés au sein du CPU, à améliorer la qualité du suivi des détenus en cas de traitement et à diversifier les moyens de prise en charge des détenus souffrant de troubles psychiatriques, faisant un appel aux responsables politiques et du terrain de faire avancer la conceptualisation de l'UPSJ ou, le cas échéant, de changer de projet. Une prise en charge hors milieu carcéral et répondant néanmoins aux exigences sécuritaires doit être développée (pour les détenus du CPU et du CPL).

Cinquièmement, le CELPL regrette un manque général d'activités proposées aux détenus, ce qui est lié au nombre très réduit de postes de travail.

En dernier lieu, le CELPL souhaite lancer le débat sur l'introduction d'une durée maximale de la détention préventive au Luxembourg.

Le Contrôleur externe reste à votre disposition pour toute question, suggestion ou critique.



Claudia MONTI
Ombudsman
Chargée du Contrôle externe
des lieux privatifs de liberté